

# La bourse du carbone : pour le meilleur ou pour le pire



André Bourassa

*C'est avec enthousiasme et fébrilité que j'amorce cette nouvelle chronique dans la revue de mon ami André Fauteux. Ceux qui me connaissent savent que je n'ai pas l'habitude de suivre modes, recettes ou tendances... si je crois qu'il en serait mieux autrement. Parfois polémique, mais sans agenda caché, sans arrière-pensée. Si le bien public me semble mieux servi en dehors des sentiers confortables, j'irai. Les exemples ne manqueront pas. Rassurez-vous, je ne vous inciterai pas à conduire de grosses voitures ou à disposer négligemment des matières recyclables... C'est que nous prendrons le temps de nous poser certaines questions d'un angle différent.*

## L'intouchable Kyoto

Par exemple, plus j'entends les gens parler du protocole de Kyoto, plus je ressens un malaise grandissant. Cet accord international a un objectif indiscutablement louable : la survie de l'humanité via la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre (GES) et les changements climatiques qui en découlent. Pourtant, on semble souvent considérer Kyoto comme intouchable. Or, le gouvernement canadien s'est engagé à réduire nos émissions de GES, pendant cinq ans (2008-2012), à 6% sous leur niveau de 1990. Néanmoins, elles sont présentement d'au moins 30% supérieures à cette cible de -6%.

Croyez-vous qu'il s'agisse du premier noble engagement non respecté? De mémoire, le Canada avait convenu, en 1969, d'allouer 0,7% de son produit national brut à l'aide publique et au développement. En 2003, ce budget se situait à 0,26%<sup>1</sup>, malgré les surplus fédéraux...

Mais revenons à Kyoto. La mise en place d'une Bourse du carbone est l'une des pierres angulaires du protocole. L'idée est de permettre aux grands émetteurs de GES de continuer à polluer en achetant des « crédits de carbone » (chacun équivaut à

l'émission d'une tonne de CO<sub>2</sub>) de ceux qui peuvent réduire leurs émissions à moindre coût. L'important étant de diminuer les émissions planétaires de la façon la plus efficace et la plus rapide possible. Ce système « permet aujourd'hui aux pays industrialisés de se rapprocher de leurs propres objectifs nationaux fixés à Kyoto. Mais à moyen terme, pour qu'un tel marché fonctionne, les pays industrialisés devront devenir eux-mêmes émetteurs de crédits carbone et seront donc contraints de réduire leurs émissions sur le sol national. »<sup>2</sup>

Les grandes entreprises réclament urgemment cette bourse. Mais d'aucuns sont perplexes à l'idée de leur confier le soin de la planète, alors que jusqu'à présent leurs performances environnementales sont mitigées.

Le 21 décembre dernier, le *New York Times*<sup>3</sup> relatait le dérapage du Mécanisme de développement propre (MDP), précurseur de la bourse du carbone. Dans le cadre de ce programme appuyé par les Nations Unies, des entrepreneurs européens et japonais ont doté d'un incinérateur une vieille usine appartenant au gouvernement chinois. Un seul gaz à effet de serre émis par cette usine contribue autant aux changements climatiques qu'un million d'autos américaines roulant chacune près de 20 000 km par année! L'incinérateur détruira ce gaz, le trifluorométhane (HFC-23), sous-produit de la fabrication de réfrigérant.

## Où va l'argent?

Comme le HFC-23 contribue 11 700 fois plus à l'effet de serre que le CO<sub>2</sub>, les entrepreneurs doivent déboursier 500 millions\$, soit cent fois le coût de l'incinérateur. Or, en plus d'enrichir les consultants et banquiers londoniens qui coordonnent le montage financier, ce programme permet à la Chine de construire d'autres usines de HFC-23, un gaz banni par plusieurs pays, car il amincit la couche d'ozone. Avec la bénédiction onusienne, on encourage donc son utilisation continue, notamment en Chine et en Inde, dans des climatiseurs énergivores qui carburent à de l'électricité produite au charbon... dont la combustion pollue l'air et émet des GES!

De plus en plus d'experts affirment que l'argent serait mieux investi dans des projets plus structurants à long terme, comme le développement des énergies renouvelables. En 2006, dans le cadre du MDP, plus de 3 milliards\$ de crédits de carbone se sont négociés « pour la planète ». L'Afrique subsaharienne ne reçoit rien de cette manne, dont la moitié aboutit en Chine. Pourtant, la société américaine DuPont, qui génère aussi du HFC-23 en produisant son *Téflon*, incinère ce gaz à ses frais depuis des années.

Faut-il abandonner le MDP pour autant? Certainement pas! Ce programme constitue un projet-pilote duquel nous pouvons apprendre et qui nous indique qu'avant que la bourse du carbone ne soit mise sur pied, il faut trouver des façons d'atteindre les objectifs fixés. Kyoto n'est pas un objectif à atteindre, il devrait être un moyen, et la bourse aussi. Pour l'heure, il semble que l'argent servant à l'achat de carbone soit contreproductif. Au demeurant, Kyoto est une ville extraordinaire du Japon, dont le secteur ancien est déclaré patrimoine mondial par l'UNESCO. Mais Kyoto n'est pas une religion...

Plutôt que de seulement demander au gouvernement de signer ceci ou cela, et de s'attendre à ce que soudainement la bourse du carbone fasse dévier la grande entreprise de son objectif premier, le profit, ne faudrait-il pas se demander s'il ne serait pas préférable de souhaiter un cadre réglementaire nous contraignant nous-mêmes? Plus nos solutions concernent « les autres » (gouvernements, grandes sociétés), moins je suis partant. -M21-

---

**André Bourassa est président de l'Ordre des architectes du Québec. Il pratique depuis 1981 et s'est spécialisé en maisons saines.**

---

## Sources :

1. [www.aqoci.qc.ca](http://www.aqoci.qc.ca)
2. [www.futura-sciences.com](http://www.futura-sciences.com)
3. [www.nytimes.com/2006/12/21/business/21pollute.html?ref=science](http://www.nytimes.com/2006/12/21/business/21pollute.html?ref=science)